

## Exécution budgétaire de l'Arabie saoudite au premier trimestre 2021

L'exécution budgétaire du premier trimestre 2021 fait apparaître des revenus en hausse de 7% par rapport à la même période en 2020. Les recettes du secteur pétrolier ont diminué de 9% et ont représenté 57% du total des recettes. Les dépenses ont diminué de 6%, composées pour 93% de dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement ont enregistré une baisse très prononcée de 47%. Elles ont représenté 7% du total des dépenses. En forte baisse, le déficit budgétaire s'élève à 2 Mds USD contre 9 Mds USD au premier trimestre 2020.

### 1. Augmentation des recettes de 7%, sous l'effet de la hausse de la TVA et malgré la baisse des recettes pétrolières

Au premier trimestre 2021, **les recettes ont atteint 55 Mds USD**, soit 24% du total des revenus prévus au budget 2021 (226 Mds USD). Les recettes sont en hausse de +7% par rapport au premier trimestre 2020 (51 Mds USD). Cette augmentation est due à la hausse des taxes (TVA et droits d'accise) qui ont enregistré une augmentation de 75%, passant de 8 Mds USD à 14 Mds USD. Les revenus pétroliers ont enregistré une baisse de -9%, de 33 Mds USD au premier trimestre 2020 à 31 Mds USD. **Les recettes pétrolières ont représenté 57% du total des revenus** au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 contre 65% sur la même période en 2020.

Les **recettes non pétrolières** se sont élevées à 24 Mds USD, **en augmentation de 39% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020** (17 Mds USD). Elles sont composées d'impôts et taxes pour 72%, soit 31% du total des recettes. La hausse de 75% des revenus de la TVA et des droits d'accise est due au triplement du taux de la TVA, de 5% à 15%, intervenue au 1<sup>er</sup> juillet 2020. La part des taxes dans le total des recettes est ainsi passée de 16% au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 26% en 2021. Ce poste représente 61% des revenus non-pétroliers.

### 2. Diminution des dépenses de 6%, pour l'essentiel due à la forte baisse du poste investissements

Au premier trimestre 2021, **les dépenses se sont élevées à 57 Mds USD**, soit 21% des dépenses programmées au budget 2021 pour l'ensemble de l'année (264 Mds USD). Les dépenses de l'État ont **diminué de -6%** par rapport à la même période en 2020 (60 Mds USD).

Par secteur, **l'éducation et la défense ont été les deux premiers postes de dépenses** avec chacun 12 Mds USD, représentant au total 42% du total des dépenses budgétaires. Les dépenses de sécurité et de l'administration régionale ont atteint 6 Mds USD, soit 11% des dépenses. Les dépenses de santé et les services sociaux (9 Mds USD) ont représenté 16% des dépenses.

**Les dépenses de fonctionnement sont stables (-0,4%). Les principaux postes de dépenses** ont été, par ordre décroissant : les **rémunérations de la fonction publique** (58% du total des dépenses, en baisse de -1%), les **achats de biens et services** (13% des dépenses, en augmentation de +2%) les **avantages sociaux** (6% du total des dépenses, en baisse de -5%). Les **charges financières** (3% du total) ont augmenté de 24%, en lien avec un recours accru à l'endettement.

Les **dépenses d'investissement**, programmées à 27 Mds USD pour l'ensemble de l'année 2021 (10% du total des dépenses), se sont élevées à 4 Mds USD au 1<sup>er</sup> trimestre, représentant **7% du total des dépenses**. Ce poste a enregistré une **baisse de -47%** par rapport à la même période en 2020 (8 Mds USD). La baisse des dépenses d'investissement avait été annoncée dès le mois mai 2020 par le ministre des Finances dans le cadre des mesures de rigueur budgétaire. Il convient cependant de la relativiser, dans la mesure où un

transfert important de ressources est réalisé au bénéfice du fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF) et du *National Development Fund* pour le financement de projets d'infrastructures. Par ailleurs, de nombreux projets sont mis en œuvre sous forme de partenariats public-privé, en particulier dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, ce qui réduit le rôle de l'État dans le financement de ces secteurs.

### 3. Diminution de 78% du déficit budgétaire

Le déficit budgétaire du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 s'est élevé à 2 Mds USD, contre 9 Mds USD à la même période en 2020, soit une baisse de -78%. Ce déficit représente 5% du déficit budgétaire prévu pour l'ensemble de l'année 2021 (38 Mds USD), représentant 4,9% du PIB.

#### Commentaires

*Le triplement du taux de la TVA, principale mesure de rigueur budgétaire adoptée en 2020, est le facteur essentiel de la hausse des recettes de l'État au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, malgré la baisse sensible des revenus issus de l'activité pétrolière.*

*La stabilisation des dépenses de fonctionnement, qui représentent 93% du total des dépenses, illustre la faible marge de manœuvre des autorités à faire évoluer ce poste à la baisse.*

*Les dépenses d'investissement, dont la baisse est très prononcée en ce début d'année, pourraient légèrement rebondir dans les prochains mois, même si le financement public de nombreux programmes d'infrastructures est désormais assuré par des structures hors du champ budgétaire, telles que le fonds souverain PIF, le National Development Fund et le Tourism Development Fund.*

*La trajectoire budgétaire du 1<sup>er</sup> trimestre rend tout à fait crédible l'objectif du budget 2021, d'un déficit à 4,9% du PIB. La perspective de stabilisation des cours du pétrole à un niveau élevé (autour de 70 USD/baril) permet même d'envisager un montant de déficit inférieur à celui programmé.*